

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 35/001/2007 (Public)
Bulletin n° : 037
23 février 2007

Philippines. Toutes les parties concernées doivent réagir avant les élections contre les homicides à caractère politique

La publication du rapport de la Commission Melo et les conclusions préliminaires du rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires devraient inciter le gouvernement et tous les partis et groupes politiques à agir de manière décisive à l'approche des élections législatives et locales de mai pour que cessent les homicides à caractère politique.

« Il y a maintenant trop d'éléments attestant de l'utilisation systématique des homicides à caractère politique aux Philippines pour que cette réalité continue d'être ignorée, a déclaré Natalie Hill, directrice adjointe pour la région Asie-Pacifique au sein d'Amnesty International. La période électorale pâtit des tensions qu'elle-même génère. Il faut que dans leur manifeste, l'ensemble des partis politiques s'engagent à faire tout ce qu'ils peuvent pour mettre fin aux homicides, réduisant ainsi les risques d'une nouvelle escalade de la violence pendant le scrutin. »

En réponse au rapport de la Commission Melo, le gouvernement a annoncé un plan d'action en six points dont la mise en œuvre est primordiale pour que cessent les homicides. Le plan prévoit la création de tribunaux spéciaux pour accélérer la comparution des personnes soupçonnées d'être les auteurs de ces exécutions. Déterminer les responsabilités en ce qui concerne ces homicides relève du défi ; en effet, à ce jour, personne n'a été condamné alors que des centaines d'homicides, visant principalement des militants de gauche agissant dans la légalité, ont été commis au cours des six dernières années.

Un des principaux obstacles à la lutte contre ces exécutions à caractère politique est l'absence de protection véritable des témoins. Ceux-ci ont peur de venir signaler ces homicides en raison des menaces et des manœuvres d'intimidation dont ils risquent de faire l'objet. Le gouvernement doit assurer la protection de toutes les personnes concernées par les procédures en justice, y compris les victimes et leurs proches.

« Au moment où les Philippines entament le Carême, l'ensemble des partis politiques et des groupes de la société civile devraient réfléchir à toutes ces vies ôtées et tout faire pour mettre fin à ces exécutions, a déclaré Natalie Hill. Il faut que les responsables et complices de ces homicides, en particulier les membres de l'armée désignés par la Commission Melo et l'expert des Nations unies, soutiennent les mesures réparatrices mises en œuvre par le gouvernement et coopèrent avec les enquêteurs. »

Philip Alston, le rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, a déclaré dans ses conclusions préliminaires que les forces armées des Philippines continuaient de considérer qu'il n'était pas vraiment indispensable qu'elles réagissent avec efficacité et honnêteté au nombre considérable d'homicides qui leur avait été attribué de manière convaincante. Il s'est fait un point d'honneur pendant son enquête de s'entretenir avec toutes les parties concernées, y compris les formations de gauche.

« Nous devrions garder présent à l'esprit que la plupart des victimes n'étaient pas des membres de groupes armés même si elles pouvaient avoir des sympathies pour leur idéologie. Il est important pour tout le monde aux Philippines qu'une personne puisse s'affilier au parti ou groupe politique de son choix sans être victime de violences à caractère politique en retour. »

Pour plus d'informations, consultez le rapport d'Amnesty International *Philippines: Political Killings, Human Rights and the Peace Process*

Résumé : [http://web.amnesty.org/library/pdf/ASA350092006ENGLISH/\\$File/ASA3500906.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/ASA350092006ENGLISH/$File/ASA3500906.pdf)

Rapport : [http://web.amnesty.org/library/pdf/ASA350062006ENGLISH/\\$File/ASA3500606.pdf](http://web.amnesty.org/library/pdf/ASA350062006ENGLISH/$File/ASA3500606.pdf)

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. site : <http://www.amnesty.org>